

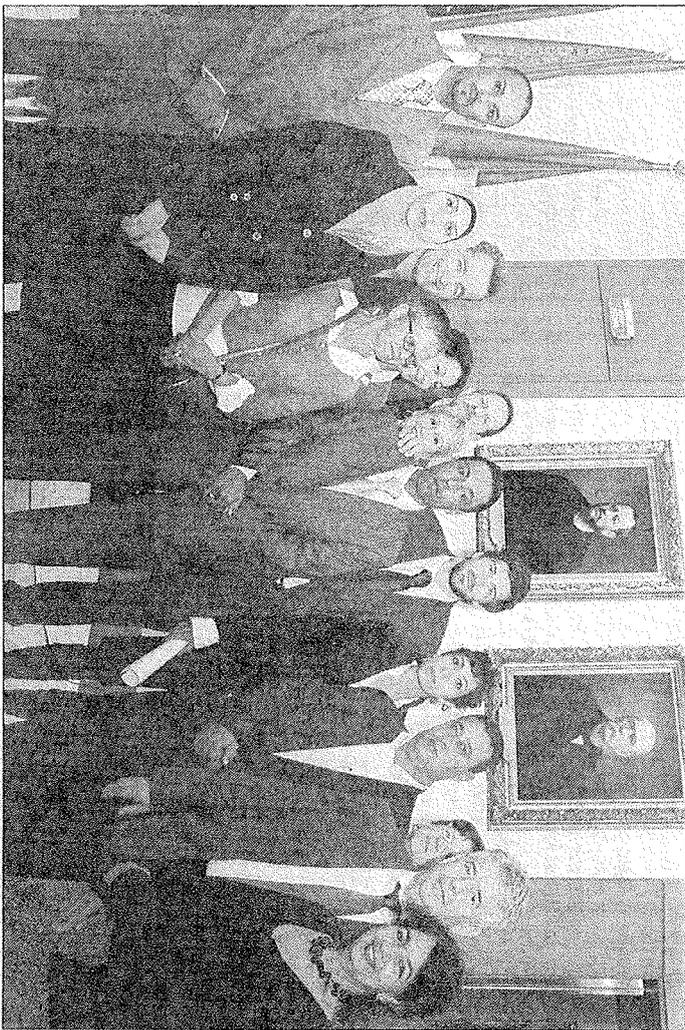
# Besançon travaille à la paix

*L'aide technique et financière de la ville à la gestion du réseau d'eau d'un camp de réfugiés palestiniens en Cisjordanie s'ajoute au soutien de l'Agence de l'eau et de l'Etat.*

Entre Jéricho et la mer Morte, Agabat Jabr accueille des réfugiés palestiniens depuis 1948 et la création d'Israël. En Cisjordanie, le provisoire dure encore. Et s'il n'y a plus 50.000 habitants comme en 1967, une population estimée entre 5.600 et 7.000 personnes vit dans un territoire périurbain de 1.200 hectares planté de maisons individuelles.

Mesurant moins de 10 km, le réseau d'eau, qui dessert toutes les habitations et les administrations, est alimenté par trois sources. La première, une source située sur le terrain d'une famille palestinienne, est « loin du camp, dans la montagne », explique Jamal Awadat, élu (Fatah) du comité populaire qui gère le camp, en charge de l'eau. « En hiver, elle est polluée par les déchets des colons ». La seconde ressource provient d'un forage de Jencho. La troisième et la plus importante est constituée par des achats à Israël dont les volumes « fluctuent en fonction des aléas politiques », explique l'adjoint Christophe Lime (PCF).

« Nos besoins sont d'environ 1.600 m<sup>3</sup> par jour en été », dit Jamal Awadat. Mais la vétusté du réseau et son manque d'entretien sont la cause de nombreuses fuites, évaluées à environ 40 % (1).



Arrivée mardi, une délégation de représentants du camp d'Agabat Jabr est à Besançon jusqu'au 12 octobre.

Photo Arnaud CASTAGNE

Conséquence : « Quand on a des problèmes d'approvisionnement, 45 % de la population manquent d'eau ». La situation géographique et le climat d'Agabat Jabr (300 m sous le niveau de la mer, une température pouvant atteindre 45°) font que la consommation des hommes ou des animaux est « double de celle de Besan-

çon », indique Imad Abu Sombul, directeur du comité populaire. « Sur le même secteur, un réfugié consomme 20 à 50 litres d'eau par jour, un colon de 170 à 200 litres. On doit souvent en acheter par camion à quatre ou cinq euros le mètre-cube (1) ». En outre, beaucoup stockent l'eau, dès qu'elle arrive, dans des cuves où elle

perd sa potabilité. Les conséquences sont visibles à l'hôpital de Jéricho où l'on noterait une pâleur fréquente des enfants et davantage de calculs rénaux...

## « Coopération solidaire »

Effets de l'interminable conflit israélo-palestinien, ces constats ont conduit Besançon dans la voie d'une

« coopération solidaire ». Initiée depuis 2004 par l'ancien adjoint vert Sébastien Maire, elle a été validée à l'unanimité de la dernière mandature, fin 2007.

Une convention de trois ans a été signée en janvier. L'accord doit se traduire par la rénovation du réseau, la mise en place d'un service de l'eau, des études préalables à l'assainissement. L'ingénieur Régis Demoly assure la liaison entre les services bisonnins et Agabat Jabr où il se rend deux fois par an avec quelques élus, dont Nicolas Guillemet, délégué à la coopération et au développement, qui a repris le flambeau brandi par Sébastien Maire.

Ce dossier est soutenu par l'AFPS (France Palestine Solidarité) qui a publié en février une brochure de 60 pages du géographe universitaire Jacques Fontaine, « L'eau, enjeu du conflit israélo-palestinien ».

Se montant à 380.000 euros, il est financé par l'Etat (165.000), la Ville (115.000) et l'Agence de l'eau (100.000).

## Daniel BORDUR

(1) Les pertes sont d'environ 10 % à Besançon, résultat très honorable. Un Français consomme 200 à 250 litres chaque jour. L'UNICEF a pour objectif 40 litres pour chaque être humain.